

"La maison commune: recherche de paternité" dans La Libre Belgique (14 mars 1991)

Légende: Le 14 mars 1991, Paul Collowald, ancien porte-parole adjoint de la Commission européenne, retrace dans le quotidien La Libre Belgique l'emploi de l'expression 'maison commune' depuis sa première utilisation par le chancelier allemand Konrad Adenauer en 1951.

Source: La Libre Belgique. 14.03.1991. Bruxelles.

Copyright: (c) SAIPM

Le présent article est reproduit avec l'autorisation l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_maison_commune_recherche_de_paternite"_dans_la_libre_belgique_14_mars_1991-fr-c8fbc2d3-a88c-46c4-8507-88138ddb926.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

La maison commune : recherche de paternité

En 1951, Konrad Adenauer parlait déjà « du jour pas si éloigné où les peuples pourront s'unir dans une maison commune qui porte le nom très vénéré d'Europe »

Tout au long de l'an dernier, il a été abondamment question de l'évolution des institutions... à 7, 9, 12, 24 et même 35 ! Les beaux efforts pour éclairer une arithmétique aussi complexe s'appuyaient, au passage, sur des mots désormais très utilisés, comme « nouvelle architecture européenne » et « maison commune ».

Aujourd'hui, pour mieux baliser nos routes européennes vers un avenir passionnant - et un peu incertain - je serais assez tenté par un exercice visant au « contenu » de la maison et à la « graine » des mots, donc, pas seulement liés à leur « poids » médiatique qui, après examen, pourrait se révéler substantiel, dérisoire ou nul.

ADENAUER. Puisque l'investigation est à la mode, j'ai, d'une part, entrepris quelques recherches de nature historique et j'ai, d'autre part, repris certains éléments notés à l'occasion de conférences ou de colloques tenus sur ce thème.

Mais, selon une démarche cartésienne très classique, commençons par le doute (méthodique) et posons sur la table (rase) une citation peu connue de Konrad Adenauer. En effet, lors d'un discours prononcé le 12 juin 1961, à Hanovre, le chancelier avait déclaré : « Notre objectif est que l'Europe devienne une grande maison pour tous les Européens, une maison de la liberté. ». Il y a trente ans, il est certain qu'à Bonn et à Moscou, on n'avait pas exactement la même conception architecturale de ladite « maison ».

La citation de Konrad Adenauer, je l'avais découverte dans la presse allemande, enfouie très discrètement dans un long article sur l'avenir européen, et visiblement personne ne semblait vouloir en faire une ardente polémique, rattachée à une « recherche de paternité » sur le concept désormais attribué à Mikhaïl Gorbatchev.

En vérité, remontant le temps, j'ai eu la chance de retrouver des propos analogues tenus par le chancelier à Paris, dès 1951 ! La signature du traité Ceca (Communauté européenne du charbon et de l'acier) était prévue pour le 12 avril. D'ultimes difficultés (le statut de la Sarre, le siège de la Haute-Autorité, entre autres) firent que les six ministres des Affaires étrangères durent prolonger leurs travaux et... leur séjour à Paris.

VOISINS ET AMIS. Les journalistes saisirent l'occasion de ce premier voyage à l'étranger du chancelier allemand (en même temps ministre des Affaires étrangères) pour l'inviter à s'exprimer à chaud au cours d'un dîner-débat de l'Association de la presse étrangère.

Konrad Adenauer, après avoir souligné l'importance fondamentale qu'il attachait à cet acte solennel de l'après-guerre, aussi bien pour la réconciliation franco-allemande que pour le futur de l'Europe, tint à préciser que « le pool charbon-acier n'est constitué ni pour séparer l'Europe du reste du monde, ni pour étendre l'égoïsme national à des limites continentales ». Puis, abandonnant le texte écrit distribué aux convives, il poursuivit : « Les hommes dont les sentiments sont orientés aujourd'hui encore par la seule méfiance, la rivalité et le ressentiment, deviendront des voisins et des amis. Il nous semble maintenant que le jour n'est pas si éloigné où les peuples européens épris de liberté et de droit pourront s'unir dans une maison commune qui porte le nom très vénéré d'Europe ».

Vraisemblablement, l'idée que se faisait Konrad Adenauer de la « maison commune », il y a quarante ans, était très loin des préoccupations de Staline mais, aujourd'hui, quelle en est la signification à Moscou ? Persuadé que j'aurais une réponse autorisée et substantielle de la bouche de l'ambassadeur d'URSS en Belgique, je m'étais rendu à la conférence de Félix Petrovitch Bogdanov intitulée « La maison commune européenne » ⁽¹⁾.

UN CADRE. Des explications du diplomate soviétique, j'ai compris qu'en fait, on était très proche de « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » du général de Gaulle et de la « Confédération européenne » lancée la nuit

de la Saint-Sylvestre 1989 par François Mitterrand. Quant à la nature du concept, il s'agissait d'un processus de longue haleine qui n'excluait personne. Dans sa péroraison, M. Bogdanov précisa d'ailleurs que la vraie dimension de la maison commune allait de Vladivostock à San Francisco, ce qui fait quand même beaucoup. Et laisse un peu perplexe sur la dimension de la « maison », le ou les propriétaires, les locataires, le règlement intérieur, le bail, etc.

A l'automne, j'espérais en savoir plus lors d'un colloque consacré à « La Perestroïka, nouvelle donne des relations Est-Ouest et problématique européenne »⁽²⁾. En fait, de Moscou nous était venue Mme Natalia Doubinina, de l'Institut de l'Europe et de l'Académie des sciences, qui démontra, avec beaucoup de talent, sa grande compétence quant à la Perestroïka, ce qui était normal, mais aussi sur l'évolution de la construction européenne dans ce contexte.

En revanche, interrogée sur la « maison commune », elle expliqua avec beaucoup de loyauté intellectuelle que le concept de M. Gorbatchev restait un « cadre », volontairement encore très vague, et que cette nouvelle approche constituait essentiellement, à ce stade, un « appel aux Européens »...

PETITE PHRASE. Il nous faudra donc patienter, et considérer que si les hommes d'Etat ont parfois de belles et grandes intuitions, ils ont besoin d'une petite phrase ou de deux mots pour attendre le fameux rendez-vous avec l'Histoire. Ainsi... « de l'Atlantique à l'Oural » à la « maison commune », en passant par la « Confédération européenne », ces concepts comblent, sans doute, un vide et constituent (provisoirement), au moins, une commodité...

Conclure sur un mot de la langue française aussi commun ne m'enchantait guère. A moi, donc, le Littré. Hélas, la rubrique débute ainsi, avec Vauvenargues : « Quelques auteurs traitent la morale comme on traite la nouvelle architecture, où l'on recherche avant tout la commodité », et continue avec Diderot : « Les travaux de César ont procuré à tous la commodité de ne rien faire ».

Mais laissons le Littré et ses commodités pour revenir aux réalités d'aujourd'hui, et à nos racines... Il me semble, en effet, que, le 9 mai 1950⁽³⁾, Jean Monnet et Robert Schuman nous ont proposé des « fondations » qui ont fait leur preuve, où l'on trouve, gravé sur le socle : réconciliation, solidarité, paix. Au-delà des mots, ce sont des valeurs qui ont encore une extraordinaire actualité et sur lesquelles on pourrait vraiment construire un meilleur avenir pour nos enfants et nos petits-enfants.

Paul COLLOWALD.

(1) « Les Conférences de Bruxelles », lundi 19 mars 1990.

(2) « Réalités européennes du présent », 5 et 6 octobre.

(3) « La libre Belgique » du 3 mai 1990 : la naissance de la Communauté européenne, le 9 mai 1950.